

<http://lipietz.net/Cagnotte-petrole-et-pauvrete>

Le Figaro

# Cagnotte, pétrole et pauvreté

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : jeudi 31 août 2000

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Partout ailleurs on s'en réjouirait ; en France cela passe pour un scandale : le déficit de l'État est plus faible que prévu. C'est ce que l'on appelle "la cagnotte".**

Drôle de nom ! Une cagnotte, c'est un petit trésor qu'on met de côté. L'État met-il de l'argent de côté ? Pas du tout. Il continue à dépenser chaque année quelque 200 milliards de plus qu'il ne prélève. Seulement, ce trou est, de mois en mois, plus faible que ce qui était programmé.

Tant mieux, mille fois ! Laisser filer le déficit est de bonne économie quand la croissance est atone. Aujourd'hui, l'économie marche à toute allure, tirée par une conjoncture mondiale partout porteuse, et surtout par une consommation des ménages qui se déchaîne après vingt ans de "rigueur". Et ces ménages s'enrichissent parce que le chômage baisse : en moyenne (en moyenne seulement, hélas), chaque ménage compte de moins en moins de chômeurs. Le Président de la République a beau s'indigner que le salaire individuel augmente peu : pour une famille, il est infiniment plus important (même pécuniairement !) de voir un conjoint, un enfant, retrouver du travail, que de voir celui ou celle qui travaillait gagner 1 ou 3 % de plus...

Bref, l'État n'a plus besoin de stimuler l'économie en tirant des traites sur l'avenir. D'autant qu'il faudra rembourser ces traites, à un moment où la conjoncture internationale sera moins porteuse : le "trou d'air américain" à venir risque d'être beaucoup plus grave que le "trou d'air asiatique" de 1999.

Reste qu'un consensus s'était formé, de la gauche à la droite, pour ne pas réduire trop vite les déficits. Le souvenir des efforts désastreux d'Alain Juppé pour "tenir dans les critères de Maastricht" reste cuisant. D'où l'idée de manger la cagnotte, c'est-à-dire de s'en tenir au déficit prévu. Il y a deux méthodes : augmenter les dépenses ou diminuer les recettes. Naturellement, les élites sont pour la seconde solution : diminuer les impôts. Solution d'autant plus séduisante qu'un impôt est très contesté : la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), composante principale du prix des carburants qui flambe avec la hausse du pétrole.

Baisser la TIPP pour compenser la hausse des profits et des rentes pétrolières ? Solution absurde, qui revient à accorder une prime aux responsables de l'essence chère ! Car enfin, si l'OPEP a pu porter le baril à 32 dollars, c'est que la demande est là. Les compagnies pétrolières ajoutent une marge qui leur assure des profits colossaux. Jusqu'où ? Jusque là où leur quasi-monopole (encore aggravé par la fusion Elf-Total-Fina) peut aller. Et cette main trop visible de la concurrence monopolistique a calculé ce "prix d'équilibre" au millième près : 7,99 francs le litre sur les autoroutes du retour des aotûtiens. Baissez la TIPP : ils empocheront la baisse, et voilà tout. Encore serons nous heureux s'ils ne poussent pas le bouchon à 8,20 francs pour obtenir une baisse encore plus forte de la TIPP !

Le monde industriel s'est laissé piégé par ce double cartel (OPEP plus compagnies pétrolières). Pourtant, dans les années 90, quand le pétrole était au plus bas, les écologistes et la Commission de Bruxelles appelaient l'Europe à compenser cette baisse par une écotaxe. On en attendait un "double dividende" :

- ▶ Pousser aux économies d'énergie, qui avaient tendance à se relâcher, afin de lutter contre l'effet de serre. Rapporter de l'argent à l'État, ce qui aurait permis de baisser les prélèvements sur le travail. On parlait de quarante centimes par litre, qui auraient rapporté cent milliards de francs à l'État français. On ne l'a pas fait. Résultat : l'OPEP et les pétroliers nous imposent une hausse trois fois plus forte, et c'est eux qui l'empochent !

On perdu le second dividende : profitons au moins du premier, et revenons aux économies d'énergie. L'automobiliste a sous le pied droit une arme anti-cartel : le champignon de l'accélérateur. Lever le pied : pour d'une conduite à huit litres aux cent kilomètres, passer à une conduite à sept litres aux cent. Pour le même parcours, on ne dépensera pas plus avec une essence à huit francs, que jadis avec une essence à sept francs. Troisième dividende, d'ailleurs : il y aura beaucoup moins d'accidents.

Et si l'État veut apporter sa cagnotte à ce juste combat, qu'il subventionne massivement l'adaptation des véhicules

particuliers au GPL, et le développement des transports en commun !

Hélas, la croissance ne bénéficie pas à tout le monde. Un gros tiers d'exclus et de précaires n'a pas de voiture. C'est vers eux que doivent être dirigés en priorité les fruits budgétaires de la croissance retrouvée : en augmentant les minima sociaux, en diminuant la Contribution Sociale Généralisée (CSG) par un abattement à la base...comme l'avait promis l'accord Verts-PS. Et les classes moyennes alors, celles qui ont la douleur de devoir sortir de leur compte bancaire le chèque pour le percepteur ? Rappelons-le : le vrai revenu moyen, c'est le ménage à 160 000 francs par an. C'est là, sur ces premières tranches d'impôt sur le revenu, que doit se concentrer la baisse de "l'impôt impopulaire" (tous les contribuables en bénéficieraient d'ailleurs automatiquement).

Notre cagnotte se divise, dès lors, en quatre tas : un pour la réduction du déficit de l'État, un pour les économies d'énergie, un pour les hausses des minima sociaux, un pour la baisse de l'impôt des pauvres et des moyens. Il en résultera une nouvelle accélération de la consommation (mais cette fois plus "propre") et de nouvelles rentrées fiscales. Ce cercle vertueux est la voie du bon sens. Celle du développement soutenable.